

Appel 1154 du 04 09 19 3000 ME

REPUBLIQUE DE COTE
D'IVOIRE

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 16 AVRIL 2019

COUR D'APPEL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

RG N°0973/2019

JUGEMENT CONTRADICTOIRE
DU 16/04/2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du seize Avril deux mil dix-neuf tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

Monsieur TRAORE BAKARY, Président ;

Mesdames SAKHANOKHO FATOUMATA, TUO ODANHAN épouse AKAKO et Messieurs KARAMOKO FODE SAKO et BERET-DOSSA Adonis, Assesseurs ;

Affaire

La société CAMAX
(SCPA AKRE & KOUYATE)

Avec l'assistance de **Maître N'CHO PELAGIE ROSELINE épouse OURAGA**, Greffier assermenté ;

Contre

La société Transit Prestations Services dite TPS

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

DECISION

CONTRADICTOIRE

Déclare l'action de la société CAMAX recevable ;

L'y dit partiellement fondée ;

Condamne la société Transit Prestations Services dite TPS à lui restituer la somme de dix-huit millions de Francs (18.000.000 F CFA) payée à titre de frais pour le dédouanement de sa marchandise ;

Condamne en outre la société Transit Prestations Services dite TPS à payer à la société CAMAX, la somme de cinq millions de Francs (5.000.000 F CFA) à titre de dommages-intérêts ;

Déboute la société CAMAX du surplus de ses demandes ;

Met les dépens de l'instance à la charge de la société Transit Prestations Services dite TPS

La société CAMAX, SARL, au capital de 1.000.000 F CFA, dont le siège social est à Abidjan Adjamé Mirador, 03 BP 88 Abidjan 03, Tel : 20 38 81 73/20 38 22 67, agissant aux poursuites et diligences de Monsieur Amuda KAMORU, son Gérant, de nationalité Nigériane, demeurant au siège social susvisé ;

Laquelle a pour conseil, la SCPA AKRE & KOUYATE, Avocats près la Cour d'Appel d'Abidjan, y demeurant, Abidjan Cocody II Plateaux, Boulevard des Martyrs (ex Latrille), carrefour de la station OIL LYBIA, SICOI, Immeuble ABISSA, près de la gare des « Wôrô Wôrô », Escalier B, 1^{er} étage, Appartement n°589, Tel : 22 41 23 39 ;

Demandeur d'une part ;

Et

La société Transit Prestations Services dite TPS, SARL, au capital de 250.000.000 F CFA, dont le siège social est à Abidjan Treichville, Boulevard Valéry Giscard d'Estaing, 18 BP 3078 Abidjan 18, Tel : 21 24 01 70/21 24 24 47/21 24 39 67/52 10 36 74 ;

Défenderesse d'autre part ;

Enrôlée pour l'audience du 19 Mars 2019, la cause a été appelée et le Tribunal a ordonné une instruction, confiée au Juge SAKHANOKHO FATOUMATA, qui a fait l'objet de l'ordonnance de clôture n°460/2019 du 03 Avril 2019 ;



170619

La cause a été renvoyée à l'audience publique du 09 Avril 2019 pour être mise en délibéré ;

A cette date, la cause a été mise en délibéré pour décision être rendue le 16 Avril 2019 ;

Advenue cette date, le Tribunal a vidé son délibéré ;

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Ouï le demandeur en ses moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit d'huissier en date du 08 Mars 2019, la société CAMAX a servi assignation à la société Transit Prestations Services dite TPS, d'avoir à comparaître par devant le Tribunal de Commerce d'Abidjan le 19 Mars 2019 pour entendre :

-Condamner celle-ci à lui payer les sommes suivantes :

*34.000.000 F CFA au titre de la valeur des marchandises ;

*23.900.000 F CFA représentant les frais de dédouanement des marchandises à elle confiées ;

-Condamner la défenderesse à lui payer la somme de 10.000.000 F CFA à titre de dommages et intérêts en réparation du préjudice né de la perte de gain ;

-Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir ;

Au soutien de son action, la société CAMAX expose que courant année 2017, elle a remis à la société Transit Prestations Services dite TPS, la somme de 23.900.000 F CFA pour le dédouanement de sa marchandise d'une valeur de 34.000.000 F CFA ;

Elle ajoute qu'en dépit du paiement fait, la société TPS n'a pas procédé au dédouanement de sa marchandise qui a été finalement vendue aux enchères publiques ;

Il indique que cette situation lui cause un préjudice certain, vu que la société TPS garde par devers elle les frais de dédouanement de sa marchandise et lui a fait perdre la valeur de la marchandise, sans oublier la perte de gain ;

Aussi, sollicite-t-elle la condamnation de la défenderesse à lui payer les sommes susvisées ;

Elle sollicite également la condamnation de la défenderesse à lui payer la somme de 10.000.000 F CFA à titre de dommages et intérêts en réparation du préjudice né de la perte de gain, sur le fondement de l'article 1149 du Code Civil ;

Elle sollicite enfin que la décision à intervenir soit assortie de l'exécution provisoire ;

La société TPS n'a pas comparu et n'a fait valoir aucun moyen de défense ;

SUR CE

EN LA FORME

Sur le caractère de la décision

La société TPS a eu connaissance de la procédure ;
Il y a lieu de statuer par décision contradictoire ;

Sur le taux du ressort

Aux termes de l'article 10 de la loi n°2016-1110 du 08 Décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *Les tribunaux de commerce statuent :
-en premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé ;
-en premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs* » ;

En l'espèce, la société CAMAX sollicite le paiement de la somme totale de 67.900.000 F CFA, montant supérieur à 25.000.000 F CFA ;

Il y a lieu de statuer en premier ressort ;

Sur la recevabilité de l'action

L'action de la société CAMAX a été introduite conformément aux prescriptions légales de forme et de délai ;
Il y a lieu de la déclarer recevable ;

AU FOND

Sur la demande relative au paiement des sommes de 23.900.000 F CFA et de 34.000.000 F CFA au titre des frais de dédouanement et du coût de la marchandise

La société CAMAX sollicite la condamnation de la société TPS à lui restituer la somme de 23.900.000 F CFA qu'elle lui a versé pour le dédouanement de sa marchandise ;

Elle sollicite également la condamnation de la défenderesse à lui payer la somme de 34.000.000 F CFA représentant le prix d'achat de sa marchandise ;

Aux termes de l'article 1315 du code civil, *« Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.*

Réciproquement, celui qui se prétend libérer, doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation » ;

Sur la demande en restitution de la somme de 23.900.000 F CFA au titre des frais de dédouanement de la marchandise

La société CAMAX soutient que pour le dédouanement de sa marchandise, elle a versé à la société TPS, la somme de 23.900.000 F CFA ;

Pour faire la preuve de ce versement, la société CAMAX produit aux débats, quatre chèques barrés de montants respectifs de 15.000.000 F CFA, 500.000 F CFA, 1.400.000 F CFA et 4.000.000 F CFA sans indication du nom du porteur desdits chèques ;

Si le chèque BMS-CI d'un montant de 15.000.000 F CFA a été réceptionné par le nommé AMOUDA et porte le cachet de la société TPS, les autres chèques BSIC COTE D'IVOIRE de montants respectifs de 500.000 F CFA, 1.400.000 F CFA et 4.000.000 F CFA ont été réceptionnés par Monsieur KOUADIO Honoré (sans autres précisions) mais ne comportent pas le cachet de la société TPS ;

Il résulte de ce qui précède, qu'à l'exception du chèque BMS-CI d'un montant de 15.000.000 F CFA, la société CAMAX ne rapporte pas la preuve que les trois autres chèques ont été réceptionnés et encaissés par la société TPS ;

La société CAMAX produit en outre, deux quittances de paiements portant sur les sommes de 2.000.000 F CFA et de 1.000.000 F CFA faits entre les mains de Monsieur KOUADIO Honoré qui les a déchargées pour le compte de la société TPS et comportant le cachet de cette société ;

Il résulte de ce qui précède, que la société CAMAX a fait la preuve de ce qu'elle a payé à la société TPS, la somme totale de 18.000.000 F CFA pour le dédouanement de sa marchandise ;

La société TPS ne rapporte pas la preuve qu'elle a exécuté la prestation de dédouanement pour laquelle le montant susvisé lui a été payé ;

Il échet en conséquence de la condamner à restituer à la demanderesse, la somme de 18.000.000 F CFA reçue pour le dédouanement de la marchandise ;

Sur le paiement de la somme de 34.000.000 F CFA représentant le prix de la marchandise

La société CAMAX sollicite la condamnation de la société TPS à lui payer la somme de 34.000.000 F CFA représentant le prix de sa marchandise au motif que celle-ci n'ayant pas procédé au dédouanement, ladite marchandise a été vendue aux enchères publiques ;

Toutefois, la société CAMAX ne produit aux débats, aucun document duquel il ressort d'une part, qu'elle a acheté sa marchandise au prix de 34.000.000 F CFA, d'autre part, que ladite marchandise a été vendue aux enchères publiques ;

Il échet en conséquence de la déclarer mal fondée en cette demande et l'en débouter ;

Sur le paiement des dommages et intérêts

La société CAMAX sollicite la condamnation de la société TPS à lui payer la somme de 10.000.000 F CFA à titre de dommages et intérêts en réparation du préjudice né de la perte de gain, sur le fondement de l'article 1149 du Code Civil ;

Aux termes de l'article 1149 du Code Civil, « *Les dommages et intérêts dus au créancier sont, en général, de la perte qu'il a faite et du gain dont il a été privé...* » ;

En l'espèce, la société CAMAX a versé à la société TPS, la somme de 18.000.000 F CFA pour le dédouanement de sa marchandise ;

La société TPS ne rapporte pas la preuve qu'elle a exécuté cette prestation, en procédant au dédouanement de la marchandise ;

Ainsi, n'ayant pu entrer en possession de sa marchandise, la société CAMAX a été privée de gains substantiels, ce qui accroît son préjudice financier ;

Toutefois, le montant de 10.000.000 F CFA réclamé par la demanderesse est excessif quant à son quantum ;

Il convient de le ramener à de justes proportions, en condamnant la société TPS à payer à la société CAMAX, la somme de 5.000.000 F CFA à titre de dommages-intérêts ;

Sur l'exécution provisoire

La société CAMAX sollicite que soit ordonnée l'exécution provisoire de la décision à intervenir ;

Aux termes de l'article 146 du Code de Procédure Civile, Commerciale et Administrative, « *L'exécution provisoire peut sur demande, être ordonnée pour tout ou partie et avec ou sans constitution d'une garantie :*

1-...

4-Dans tous les autres cas présentant un caractère d'extrême urgence » ;

Il ressort de l'analyse du dernier alinéa du texte visé, que celui qui demande l'exécution provisoire, doit démontrer qu'il existe en la cause une extrême urgence ;

En l'espèce, la demanderesse se borne à solliciter l'exécution provisoire de la décision sans justifier l'extrême urgence ;

Il échet en conséquence de rejeter cette demande comme mal fondée ;

Sur les dépens

La société TPS succombe ;

Il sied de mettre les dépens de l'instance à sa charge ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

Déclare l'action de la société CAMAX recevable ;

L'y dit partiellement fondée ;

Condamne la société Transit Prestations Services dite TPS à lui restituer la somme de dix-huit millions de Francs (18.000.000 F CFA) payée à titre de frais pour le dédouanement de sa marchandise ;

Condamne en outre la société Transit Prestations Services dite TPS à payer à la société CAMAX, la somme de cinq millions de Francs (5.000.000 F CFA) à titre de dommages-intérêts ;

Déboute la société CAMAX du surplus de ses demandes ;

Met les dépens de l'instance à la charge de la société Transit Prestations Services dite TPS.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jour, mois et an que dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER./.

(Signature) *(Signature)*

75 000

$1.5\% \times 5000000 = 75000$

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le... 22 MAI 2019

REGISTRE A.J. Vol... F°... 40

N°... Bord... 815/05

DEBET : ...

Le Chef du Domaine, de l'Enregistrement et du Timbre

(Signature)

soixante quinze mille francs

